La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° 1151 - mars 2014 SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *évoque la façon dont les Islandais "s'éloignent" de l'Union européenne, le fiasco du "PPP" concernant l'hôpital d'Évry, les contrats anglais à "zéro heure" (pires que les jobs allemands à 1 euro) et cite… un ancien commissaire de police !*

page 3 Adieu l'emploi !

JEAN-PIERRE MON, *se référant aux travaux de l'OIT, constate que le tournant historique qu'est la grande relève des hommes par la science n'est pas propre à la France, mais bel et bien un fait mondial.*

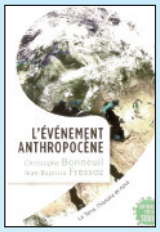
• RÉFLEXION

page 6 Se libérer de l'emploi salarié !

MARIE-LOUISE DUBOIN *s'étonne de voir à quel point les exploiteurs ont réussi à inculquer, même chez ceux qui prétendent défendre les exploités, une véritable sacralisation de l'emploi !*

page 7 Ne nous laissez pas lutter seuls !

ALVARO GARCÍA LINERA *exhorte la gauche européenne, qu'il voit désespérante et soumise, à se libérer d'une conception libérale, fossilisée, de la démocratie pour la reconstruire en organisant la participation collective à l'administration des espaces communs.*



page 8 De l'anthropocène au post-humanisme

I. Le tournant de l'*anthropocène*

GUY EVRARD *entend dénoncer la fiction d'un post-humanisme qui fuirait la réalité de l'anthropocène.*

• LECTURES

page 5 Pour comprendre notre monde

MARIE-LOUISE DUBOIN *recommande «Les autres voix de la planète» et*

page 9 La dette dont on ne parle pas

«La dette cachée de l'économie»

page 14 Sommes-nous esclaves de l'argent ?

CAROLINE ECKERT *analyse «Le Moloch maître du monde : l'argent»*

PRIX en FRANCE 2,20 € ISSN : 2117-5047 *commission paritaire* N°0418 I 83051

Pas fous, les Islandais !

«L'Islande s'éloigne de l'Union européenne sans référendum»[1]. Cela semble scandaliser le journaliste qui rapporte qu'une proposition de loi de la majorité prévoit de retirer la candidature de Reykjavik à l'UE sans consulter la population. Comme si, dans l'UE, organiser un référendum servait à quelque chose ! Les exemples de leur inutilité ne manquent pourtant pas, on l'a constaté : quand les résultats ne sont pas conformes aux souhaits des Eurocrates, ceux-ci passent outre, tout simplement (cas de la France), ou font revoter (Pays-Bas, Irlande).

Les Islandais vont ainsi s'économiser les frais d'organisation d'un référendum inutile.

Selon les derniers sondages, 25% d'entre eux seulement souhaitent que leur pays rejoigne l'UE.

La "crise" est passée par là et a fait changer d'avis une grande partie de la population. Comme le remarque un Islandais moyen *«la valeur de la couronne islandaise a chuté de 50% en quelques mois, ce qui a soutenu nos exportations et le tourisme. Avec l'euro nous n'aurions pas eu cette souplesse»*, conclut-il très justement.

En fait, c'est la question de la pêche, qui représente 43% des exportations islandaises, qui est plus important point d'achoppement des négociations avec l'UE. Un grand exportateur de poissons le souligne : *«nous avons mis des années à nous adapter aux quotas établis par le gouvernement pour éviter la surpêche et maintenant que le système fonctionne pourquoi Bruxelles viendrait-elle s'en mêler ?»* (ce système de quotas par espèces est très soigneusement révisé chaque année par le gouvernement). *«Plus je réfléchis, moins je vois ce qu'on gagnerait à rejoindre l'Europe»*, ajoute-t-il.

Ce point de vue, majoritairement partagé par les Islandais, ne l'est généralement pas par les entreprises de services : elles se plaignent du contrôle des changes rigoureux mis en place en 2008 pour freiner les sorties de capitaux. Et ça non plus, on ne peut pas le faire dans l'UE de la concurrence libre et non faussée !

1 *Le Monde* 27/2/2014

Les joies du PPP

Dans *«La démocratie en question…»*[2], Marie-Louise Duboin énonçait les méfaits des Partenariats Public-Privé et citait, entre autres, le cas du Centre Hospitalier Sud Francilien (à Évry). Or on vient d'apprendre[3] que la direction de ce Centre a entrepris la résiliation du bail qui le lie au groupe de bâtiments et travaux publics Eiffage. Le communiqué de la direction précise que cette décision *«permettra de générer pour la puissance publique une économie de 600 à 700 millions d'euros»* (au passage, admirez le style…). Cette résiliation négociée se soldera par un versement de 80 millions d'euros à Héveil, filiale d'Eiffage (qui en demandait 194…!), selon un protocole d'accord resté secret. L'hôpital était depuis trois ans au cœur d'un litige administratif et financier à cause de retards, malfaçons et autres défaillances

2 *GR* 1147, (nov. 2013).

3 *Le Monde* 28/2/2014

Encore plus fort…

Les Allemands ont inventé (sous Hartz et Schröder) les emplois à un euro l'heure. Les Anglais font encore mieux : ils ont créé les contrats à "zéro heure". Ce sont des contrats sans garantie ni d'un temps de travail, ni de salaire minimum, les horaires peuvent fluctuer d'une semaine à l'autre et les salaires varier dans d'importantes proportions. Qui plus est, ces employés peuvent être prévenus du travail qui les attend d'un simple coup de téléphone ou par texto, quelques heures avant leur prise de service.

À l'origine, ces contrats ne concernaient que des emplois peu qualifiés comme l'accompagnement des malades ou la manutention, mais maintenant ils s'étendent à tout le marché du travail. Si les syndicats et les travaillistes souhaitent les faire interdire par la loi, il n'en est évidemment pas de même de la coalition libérale-démocrate actuellement au pouvoir : elle considère que ces contrats *«contribuent à la souplesse nécessaire à la solidité de l'emploi britannique»*. Selon l'agence Reuters, ces contrats représentent un cinquième des emplois créés depuis fin 2008. Après ça, allez comparer les taux de chômage des divers pays…!

Le nouveau capitalisme criminel

C'est le titre d'un essai écrit par Jean-François Gayraud, commissaire de la Police Nationale et ancien membre de la Direction de la Surveillance du Territoire. *«L'approche criminologique de la crise financière de 2008 est tout aussi éclairante que l'analyse économique»*, explique-t-il au journaliste qui l'interwieve[1]. *«Parler de capitalisme criminel est donc un constat technique, pas une métaphore»*. Pour lui, c'est *«la mutation du capitalisme dans les années 1980, de sa forme industrielle et fordienne vers sa forme actuelle dérégulée, financiarisée et mondialisée, qui l'a rendue fortement criminogène»*. C'est le choix politique et idéologique de la déréglementation des marchés, couplé au développement des nouvelles technologies qui a permis cette mutation. En étudiant de près les scandales financiers récents, on peut constater que le *«crime n'est pas une défaillance individuelle mais une dimension du système lui-même»*. Soupçonné par le journaliste d'être sensible à la "théorie du complot", Gayraud rétorque : *«il ne s'agit pas d'un complot mais de la convergence spontanée de comportements criminels facilités par un système devenu déviant […] Je cherche à comprendre pourquoi, à un moment donné, le système économique et financier a pu devenir aussi criminogène»*. Selon lui, seuls les États peuvent parvenir à réguler le système. *«Face à des pouvoirs transnationaux, l'État reste le siège ultime de la souveraineté et des libertés. Je crois à la démocratie élective et à la volonté populaire : si les peuples reconquièrent cette souveraineté, ils pourront imposer l'État de droit»*.

Jean-Pierre MON

Comme l'annonça si judicieusement Jacques Duboin en fondant ce journal, nous vivons un tournant dans l'histoire de l'humanité, c'est la "grande relève des hommes par la science". Quand des machines de plus en plus automatisées font le travail, notre système économique condamne les hommes au chômage. ***JEAN-PIERRE MON*** *s'en réfère aux travaux de l'OIT pour montrer que ce phénomène n'est pas propre à la France, mais bel et bien un fait mondial :*

Adieu l'emploi !

Donnons la parole à l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui vient de publier son rapport sur *«Les tendances mondiales de l'emploi 2014»*, sous-titré *«Vers une reprise sans créations d'emploi»*. Il commence par un constat: *«Près de 202 millions de personnes étaient au chômage dans le monde en 2013, une hausse de presque 5 millions par rapport à l'année précédente. Ce chiffre illustre le fait que l'emploi ne se développe pas suffisamment vite pour suivre le rythme auquel s'accroît la main-d'œuvre»*. Et cela ne va pas s'arranger car *«selon les tendances actuelles, le chômage augmentera encore de 13 millions d'ici à 2018… et dépassera alors 215 millions de personnes […] ce qui correspond à un demi point de pourcentage de plus qu'avant la crise»*.

Sans surprise, ce rapport montre que les jeunes sont particulièrement affectés : quelque 74,5 millions de jeunes âgés de 15 à 24 ans étaient au chômage en 2013, soit près d'un million de plus qu'un an auparavant. Le taux mondial de chômage des jeunes atteint 13,1%.

Autre constat de l'OIT : le chômage de longue durée s'est intensifié : *«Dans de nombreuses économies avancées, la durée du chômage a doublé par rapport à la situation antérieure à la crise. Dans les pays en crise de la zone euro, par exemple, la durée moyenne du chômage a atteint jusqu'à 9 mois en Grèce et 8 mois en Espagne. Même dans les pays où sont apparus des signes encourageants de reprise économique, comme les États-Unis, le chômage de longue durée touche plus de 40% de l'ensemble des demandeurs d'emploi»*.

Le rapport rappelle aussi que l'emploi précaire, c'est-à-dire les emplois occupés par des travailleurs indépendants ou des travailleurs familiaux non rémunérés, représente près de 48% de l'emploi total et que le nombre de personnes en situation d'emploi vulnérable a augmenté d'environ 1% en 2013, soit cinq fois plus que pendant les années précédant la crise.

Enfin, si la pauvreté au travail a diminué par rapport au début des années 2000, elle touche encore 839 millions de travailleurs gagnant moins de 2 dollars par jour.

Notons encore que quelque 23 millions de personnes ont abandonné le marché du travail en raison de leur découragement et de la hausse du chômage de longue durée.

Des "remèdes" proposés par l'OIT ?

Il n'y en a pas ! L'OIT se borne à souhaiter une plus forte croissance de la production, un rééquilibrage des politiques macro-économiques et un revenu du travail plus élevé car *«l'assainissement budgétaire actuellement en cours dans de nombreuses économies avancées fait obstacle à l'essor rapide de la croissance de la production et le déficit de la demande globale ralentit la reprise des marchés du travail mondiaux»*. Et, poursuit le rapport cité : *«heureusement que la politique monétaire continue d'être accommodante, ce qui apporte une stimulation bénéfique à la demande globale»*. Avec un bémol cependant : *«les tendances récentes indiquent qu'une part croissante des liquidités supplémentaires générées par cette politique monétaire alimente les marchés boursiers plutôt que l'économie réelle. Cela engendre un risque ultérieur de bulle boursière ou immobilière, potentiellement susceptible d'affecter une croissante durable de d'emploi»*. Qui plus est, *«compte tenu de la faible demande, de l'incertitude quant à la demande future, de l'ampleur des liquidités, les grandes entreprises ont eu tendance à racheter leurs propres actions et à augmenter les dividendes versés à leurs actionnaires plutôt qu'à investir dans l'économie réelle»*.

La révolution numérique aux États-Unis

L'OIT n'insiste donc pas particulièrement sur la "reprise" aux États-Unis, qui semble pourtant être bien plus forte qu'ailleurs, mais qui n'échappe pas pour autant à la règle générale: **elle se fait sans croissance de l'emploi**.

Cela ne devrait pourtant pas être une nouvelle étonnante. Les lecteurs de *La Grande Relève* savent depuis longtemps que la révolution industrielle et, maintenant plus encore, la révolution numérique, ont bouleversé le travail.

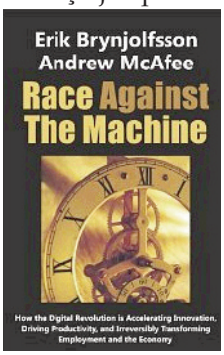
Quelques yeux s'ouvrent enfin : dans sa chronique *"L'air du monde"*[1], la journaliste Sylvie Kauffmann, qui a longtemps été correspondante du *Monde* aux États-Unis, s'interroge sur *«l'impact de l'accélération de la révolution technologique et de la numérisation de nos sociétés sur l'emploi ? C'est*, ajoute-t-elle, *une question fondamentale car la croissance exponentielle des innovations et de l'information qu'elles créent nous amène à un seuil nouveau qui explose les processus économiques tradi-*

1 *Le Monde*, 4/2/14.

tionnels. Nous ne sommes pas à un plafonnement mais à un tournant». Si bien que «*le rôle central du travail dans la vie des gens est remis en question et que la notion même de travail va devoir être réinventée*».

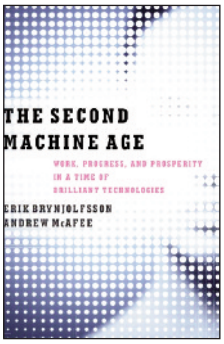
C'est à la lecture de deux ouvrages, *La course contre la machine*[2] et *Le deuxième âge de la machine*[3], écrits par deux professeurs du prestigieux MIT (Massachusetts Institute of Technology) et parus récemment, que Sylvie Kauffmann a pris conscience du problème de la disparition du travail tel qu'on l'a conçu jusqu'ici.

Race Against The Machine avait déjà fait du bruit aux États-Unis lors de sa parution en 2011.



The Second Machine Age, publié au début du mois dernier, a reçu un très bon accueil de la critique.

Citons-en quelques extraits[4]: «*Une révolution est en cours.* Le second age de la machine *est un livre fondamentalement optimiste qui changera nos conceptions sur les progrès technologique, économiques et sociétaux… Ceux qui veulent comprendre comment les nouvelles technologies transforment de manière stupéfiante notre économie doivent commencer par lire cet ouvrage… Les démocraties occidentales doivent se réinventer pour prendre en compte ce paradigme… C'est une brillante et profonde analyse sur la façon dont évolue notre société moderne… Lorsque vous aurez lu ce livre, votre conception du monde sera bouleversée… Dans un proche avenir, le meilleur travail à avoir sera celui que vous feriez gratuitement… C'est un livre important pour les décideurs politiques comme pour les simples curieux.*»



Certains sont cependant moins optimistes : «*ce livre me semble indispensable à toute personne qui veut réellement s'intéresser aux problèmes du chômage et des inégalités, mais la partie qui traite des solutions est un peu moins convaincante… Bouquin objectif et passionnant : l'analyse est réussie mais les solutions me paraissent insuffisantes. Il manque une alternative au système économique actuel. Il faut davantage d'imagination et peut être de courage …*»

De toute évidence, la question fondamentale que posent ces travaux, c'est-à-dire le devenir de l'emploi, est fort peu débattue. Pour Erik Brynjolfsson, un des coauteurs de ces ouvrages, la solution pour contrecarrer l'effet de boumerang des progrès des techniques numériques, c'est : «*non pas ralentir la technologie mais accélérer l'adaptation de nos compétences*». Sylvie Kauffmann en déduit que «*l'expertise de l'ère industrielle n'est plus celle dont nous avons besoin et que pour réinventer le travail, il faut d'abord, d'urgence, réinventer l'éducation*».

Nous ne pouvons qu'être entièrement d'accord. Allons voir maintenant si on a trouvé quelque autre solution du côté de Davos où l'on a aussi beaucoup parlé de l'emploi.

Davos 2014

Il semble que, cette année, les médias ont été beaucoup plus discrets que d'habitude sur ce célèbre "sommet" qui réunit annuellement les "puissants" du monde. Serait-ce parce que Klaus Schwab, le fondateur du Forum, en 1970, a alerté ses pairs sur les dangers de la concentration des richesses en trop peu de mains ? Ou parce qu'on ne sait pas trop comment résoudre les problèmes de l'emploi ?

Dans son style imagé, Larry Elliott, journaliste au *Guardian*, fait part de ses impressions : «*Vu du dehors, on pourrait penser que les leaders mondiaux du business qui se réunissent tous les ans à Davos pour "tailler une bavette" ne se préoccupent que de leur enrichissement. Les grincheux habituels pourraient imaginer que les patrons des grandes entreprises, volant à bord de leur hélicoptère vers le Forum économique et social de Davos, à 1.600 mètres d'altitude dans les Alpes suisses, avec, en remorque, leurs épouses en manteau de vison, ont oublié les luttes des pauvres. Les grincheux auraient tort ! En effet, tout en faisant leurs derniers*

2 Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee, *Race Against The Machine.*

3 Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee, *The Second Machine Age,* (*Work, Progress, and Prosperity in a Time of Brilliant Technologies*).

4 d'après le site *Amazon.*

vous êtes virés

préparatifs pour leur semaine dans la "montagne magique", les riches et les puissants veulent lancer un message : ils savent qu'il existe des inégalités»[5]. Cette prise de conscience serait due à la publication d'un rapport du *Forum Économique Mondial* selon lequel quelque 700 de ses membres ont déclaré que le plus grand danger qui menaçait l'économie mondiale pour la décennie à venir était l'inégalité[6].

Klaus Schwab a beaucoup apprécié cette nouvelle. En bon social-démocrate, démodé, il souhaite que les membres du Forum prennent une leçon d'histoire et réalisent que le capitalisme ne peut survivre si les revenus et la richesse sont accaparés par trop peu de personnes. Même Eric Schmidt, le très médiatique patron de Google, a

pris, à sa manière, conscience du problème: «*Le travail a changé*, dit-il, *[…] Je ne crois pas que le problème de l'emploi sera résolu, pas dans les trente années qui viennent. Il est clair, pour moi, que nous pourrons avoir le plein emploi mais les salaires baisseront. Nous sommes dans un modèle où les nouvelles technologies ont causé d'énormes perturbations. Nous vivons une course entre l'homme et l'ordinateur et il faut que l'homme gagne»*[7].

Ce constat n'est pas passé inaperçu : «*l'analyse de Schmidt est quelque peu inquiétante parce qu'elle officialise la tendance des entreprises à réduire les salaires et à remplacer, quand c'est possible, leur personnel par des machines automatisées. Ce qui réduit la part des salaires dans l'économie, et donc freine la demande»*[7]… Ce n'est pourtant pas un scoop puisque la pression à la baisse sur les salaires réels dure depuis un quart de siècle et s'intensifie. La nouveauté, c'est que les "Davosiens" commencent à comprendre que cela va fare problème.

Mais restons sérieux : il n'y a aucune chance pour que Klauss Schwab appelle ses invités à mettre en œuvre quelques unes des mesures proposées par Oxfam pour réduire les inégalités. Par exemple, que les entreprises renoncent à utiliser les paradis fiscaux pour échapper aux impôts dans leur pays. Ou que leurs dirigeants acceptent un impôt progressif sur leurs revenus. Ou qu'ils accordent des salaires décents à leurs salariés… Mais *«Schwab pourrait rendre la vie plus insupportable à ses invités en nommant et en blâmant ceux qui trichent pour ne pas payer d'impôts… et en refusant de les accueillir à son sommet annuel. Il est vrai que cela ferait beaucoup de chambres libres à Davos !»*[1]

La conclusion qu'on peut tirer de tout ce qui précède, c'est que l'emploi, l'emploi décent, assurant un salaire permettant de vivre normalement, est en train de disparaître, et de plus en plus vite. Les beaux discours sur la croissance n'y feront rien, ils ne pousseront qu'à une catastrophe écologique destructrice. Et que dire du discours de Hollande sur la politique de l'offre: *«il faut d'abord produire avant de distribuer»*. Produire quoi, pour qui ? À croire que le Président n'a jamais mis les pieds ni sur un marché ni dans une grande surface : ceux-ci regorgent de marchandises qu'une publicité débile et envahissante essaie en vain de faire acheter. Peut-être n'a-t-il jamais remarqué dans le voisinage d'une usine d'automobiles ces aires de stockage débordant de voitures ? Quelle est la production miracle que l'on pourra acheter avec des salaires de plus en plus faibles ?

La logique capitaliste n'est plus soutenable quand «la grande relève de l'homme par la science» permet de mettre fin au salariat. C'est le moment d'inventer une économie démocratique de partage, pour mettre fin, du même coup, à «l'exploitation de l'homme par l'homme».

Jean-Pierre MON

5 *Davos debates income inequality but still invites tax avoiders,* Larry Elliott, *The Guardian,* 19/01/2014.

6 Rapport annuel Oxfam: *Working For The Few.* (Les 85 personnes les plus riches du monde possèdent autant que la moitié de la population mondiale. Aux E-U, 1% des plus riches a accaparé 95% de la croissance financière post crise depuis 2009 tandis que les 90% des plus pauvres sont devenus encore plus pauvres).

7 *World Finance, La voix du Marché,* 24/02/2014.

Pour comprendre notre monde…

… Rien de tel (en plus de *La Grande Relève*, évidemment !) que les publications du CADTM, le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde (dont l'adresse est avenue de l'Observatoire 345, 4000 Liège, Belgique).

En vous abonnant à sa revue trimestrielle ***Les autres voix de la planète***, (38 euros par an), ou en visitant leur site www.cadtm.org, vous apprécierez leurs analyses des événements que les grands médias passent en général sous silence.

Au sommaire de son N°61 qui vient de sortir, citons : — *Les chômeurs saignent l'État ou bien l'État saigne les chômeurs ?* — *Les politiques d'austérité au Portugal* — *Emprunts toxiques en France* — *Esclavage et réparations* — d'autres articles concernent par exemple, la dette tunisienne, Lampedusa, les Philippines, le Pakistan, Haïti, le Mali, le Maroc…

(publicité est gratuite !) M-L D.

Quand un quart de la population mondiale ne peut plus avoir accès à un emploi, comment peut-on encore soutenir l'obligation d'en trouver un pour pouvoir vivre ? Fin du salariat, revenu garanti, ces idées sont donc d'actualité. Et on s'attend à ce qu'elles soient combattues par les exploiteurs. Mais **M-L DUBOIN** *s'étonne de voir à quel point ces derniers ont réussi à inculquer, même chez ceux qui prétendent défendre les exploités, une véritable sacralisation de l'emploi !*

Se libérer de l'emploi salarié

L'Association pour une Taxe Tobin d'Aide aux Citoyens (ATTAC) a bien évolué depuis sa création en 1998. Au point que des propositions viennent d'y être faites pour envisager de «*se libérer de l'emploi*». Hélas, elles se heurtent à la volonté d'économistes qui, depuis son origine, définissent quels sont les combats à mener. Pour eux, son objectif doit être et demeurer, sans discussion possible, le plein emploi. L'un d'eux estime qu'exiger un revenu garanti serait y renoncer, donc faire «*le miel des présupposés néolibéraux*»en admettant «*implicitement que tous les individus ne peuvent pas s'insérer dans toutes les sphères de la société*». Ainsi, selon lui, on ne peut s'insérer dans la société que si on occupe un emploi, toute activité doit donc être mise sur le marché du travail.

On ne peut pas être d'accord. D'abord parce que ce discours rappelle trop celui tellement rabâché : "il faut créer des emplois", sans jamais préciser pour quoi faire. Or il y a déjà beaucoup trop d'emplois nuisibles ou inutiles dans la publicité, le bourrage médiatique des crânes, la programmation d'obsolescence, sans compter ceux des conseillers en fiscalité et des traders, etc…

Ensuite, les emplois qui se créent maintenant sont des emplois précaires : si tous les actifs n'avaient que des jobs allemands à un euro/heure, ou des contrats anglais "à zéro heure" s'en satisferait-on sous prétexte que le plein emploi est atteint ?

Enfin, je crois qu'il n'est ni nécessaire, ni même possible, de compter, pour les salarier, les heures passées dans toutes sortes d'activités fort utiles qui, aujourd'hui, ne sont pas «*rémunérées*».

L'important, c'est que tout le monde ait de quoi vivre en étant libre de choisir son mode de vie, donc ses activités. Et reconnaître qu'il y a des «*sphères de la société où il est possible de s'insérer*» sans être "payé pour ça"… et sans déchoir, c'est le contraire de l'idéologie libérale !

Il faut que chacun ait les moyens de choisir toute activité reconnue "utile", et c'est bien ce que permet, **à condition qu'il soit de montant suffisant**, le revenu garanti: étudiants, artistes, femmes dites "au foyer" qui aujourd'hui doivent être entretenues par un "conjoint", etc. Certes, il faudra des débats ppour décider de "l'utilité", faire admettre, par exemple, qu'on est utile en faisant des études, en prenant une année sabbatique pour mener une enquête ou pour assister un proche, etc.

Ne rejetons pas cette assurance sous prétexte qu'on ne peut pas faire confiance aux humains parce que livrés à eux-mêmes, ils ne ficheraient rien de bon … alors que le gouvernement vient de nous obliger, avec son pacte de responsabilité, à payer des milliards d'aide aux entreprises sans rien exiger d'elles en retour, sous prétexte qu'à elles, on peut faire confiance !

Notre enseignant en économie dénonce ensuite deux croyances, celle «*qu'un revenu monétaire pourrait provenir d'un ailleurs que le travail collectif et celle que la société pourrait être une somme d'individus décidant, seuls, de leur activité, sans qu'il y ait à un quelconque moment une validation collective, sociale, de cette activité, tout en pensant qu'une manne monétaire tombe du ciel, sans cette validation*». Il a parfaitement raison. Mais ce n'est pas aux auteurs des propositions qu'il réfute qu'il devrait attribuer ces erreurs, c'est au système capitaliste. Car, en ce qui concerne la première, le revenu monétaire des plus riches n'est pas la rémunération de leur propre travail. Et il n'est pas une manne venue du ciel : il est créé de façon à leur permettre de s'approprier les richesses nées du travail collectif. À propos de la seconde critique, d'où vient, aujourd'hui, la validation de toute activité ? — Elle vient du marché, et il n'y a pas «*validation collective, sociale*» quand l'accès au marché est refusé à un quart de la population.

C'est de cette pseudo "loi" économique et financière qu'il s'agit de nous libérer. Or elle ne tombe pas du ciel comme une loi naturelle, universelle, immuable, elle n'a pas toujours existé, et, en outre, elle nous fait obligation d'une croissance évidemment impossible !

Nous sommes tous cohéritiers d'une somme de connaissances et de moyens très puissants, que nous ne pouvons pas continuer à utiliser en fonction d'impératifs aussi vagues et nocifs que faire du profit, suivre le marché, créer des emplois, revenir au plein emploi…

Nous sommes dans l'obligation d'innover pour organiser la production de façon raisonnée, concertée, et partager les richesses produites par les actifs.

Or ce partage, il faut en prendre conscience, nous oblige à remettre tout à plat. À commencer par la création monétaire. Le maniement de cet outil ne doit plus être laissé a des banques privées, mais remis à la communauté et repensé. La monnaie ne doit être qu'un flux de pouvoir d'achat qu'il s'agit de répartir entre tous pour, d'une part, réaliser la production et assurer les services publics, et d'autre part, partager les richesses ainsi créées en assurant à tous un revenu, renouvelé au même rythme que la production.

Ce revenu ainsi garanti à chacun n'est pas le paiement de son travail, mesuré pour être comptabilisé, c'est le moyen qui lui est assuré, à vie, par la société dont il fait partie, pour qu'il puisse y exercer au mieux ses activités.

Marie-Louise DUBOIN

Invité, en décembre dernier, au IVème congrès du Parti de la gauche européenne, ALVARO GARCÍA LINERA, vice président de Bolivie, a salué ses hôtes par un discours qui se voulait «direct, franc mais aussi porteur de propositions». Il reflète si bien nos propres souhaits que nous en retranscrivons ici l'essentiel :

Ne nous laissez pas lutter seuls !

«De l'extérieur, …nous voyons une Europe qui se languit, …abattue, …repliée sur elle-même et pleine d'autosatisfaction ; nous voyons une Europe quelque peu apathique et fatiguée… Elle est bien loin derrière nous l'Europe des Lumières, l'Europe des révoltes, l'Europe des révolutions. Loin, très loin derrière nous l'Europe des grands universalismes qui ont fait bouger le monde, qui l'ont enrichi et qui ont permis aux peuples de nombreux endroits du monde de se doter d'une espérance et de se mobiliser autour de cette espérance. Ils sont loin derrière nous les grands défis intellectuels !

À la lumière des derniers événements, cette interprétation …que font les postmodernistes concernant la fin des grands récits ne semble renvoyer qu'aux maîtres des grandes corporations et de la finance !

Ce n'est pas le peuple européen qui a perdu la vertu et l'espérance, parce que l'Europe à laquelle je fais référence, l'Europe fatiguée, épuisée, repliée sur elle-même, n'est pas celle des peuples. C'est celle qui est étouffée, asphyxiée. La seule Europe que nous voyons dans le monde est celle des grandes entreprises, l'Europe néolibérale, celle des marchés. Pas celle du travail. Faute de grandes alternatives, d'horizons et d'espérances, on entend seulement, pour paraphraser Montesquieu, le bruit lamentable des petites ambitions et des grands appétits.

Des démocraties sans espérance et sans foi sont des démocraties vaincues. Des démocraties sans espérance et sans foi, sont des démocraties fossilisées. Au sens strict du terme, ce ne sont pas des démocraties. Il ne peut y avoir de démocratie réelle s'il s'agit seulement d'un attachement routinier à des institutions fossilisées, où l'on pratique des rituels tous les trois, quatre ou cinq ans pour élire ceux qui viendront décider de notre destin, à notre détriment.

Nous savons tous - et à gauche nous partageons plus ou moins tous la même opinion sur le sujet - comment nous en sommes arrivés à une telle situation. Les chercheurs, les universitaires, les débats politiques nous proposent de nombreux axes de réflexion sur la situation désastreuse dans laquelle nous nous trouvons, et sur ses causes.

Une première opinion partagée sur les raisons de cette situation est que le capitalisme a acquis une dimension géopolitique planétaire absolue. Le monde entier s'est globalisé. Et le monde entier est devenu une grande usine mondiale : une radio, un téléviseur, un téléphone n'ont pas d'origine de fabrication précise. C'est le monde entier qui est devenu l'origine de leur création. La puce est fabriquée au Mexique, le design se fait en Allemagne, la matière première est latino-américaine, les travailleurs sont des Asiatiques, le conditionnement se fait aux États-Unis et la vente est planétaire. C'est là une des caractéristiques du capitalisme moderne. Sans aucun doute, c'est à partir de là que chacun doit agir.

Un deuxième élément caractéristique de ces vingt dernières années, c'est un retour à une accumulation primitive perpétuelle. Les textes de Karl Marx qui décrivaient la naissance du capitalisme aux XVIe et XVIIe siècles sont aujourd'hui d'actualité… Nous sommes en présence d'une accumulation primitive permanente qui reproduit des mécanismes d'esclavage, des mécanismes de subordination, de précarité, de fragmentation, tous si bien décrits par Marx.

Le capitalisme moderne réactualise l'accumulation primitive, il l'élargit et la diffuse dans d'autres territoires afin d'en tirer davantage de ressources et davantage d'argent. Parallèlement à cette accumulation primitive permanente, qui va définir les caractéristiques des classes sociales contemporaines - autant dans vos pays que dans le monde entier - parce qu'il réorganise la division du travail localement. À l'échelle planétaire, il existe aussi une sorte de néo-accumulation par expropriation.

Nous avons affaire à un capitalisme prédateur qui accumule, dans de nombreux cas, en produisant dans des domaines stratégiques : science, télécommunications, biotechnologies, industrie de l'automobile. Mais, dans beaucoup de nos pays, il accumule par expropriation, c'est-à-dire en occupant des espaces communs : la biodiversité, l'eau, les connaissances ancestrales, les forêts, les ressources naturelles. Il s'agit d'une accumulation par expropriation… de richesses communes qui deviennent une richesse privée. La voilà, la logique néolibérale. Si nous critiquons autant le néolibéralisme, c'est à cause de sa logique prédatrice et parasitaire. Plutôt que de produire des richesses, plutôt que de développer les forces productives, le néolibéralisme exproprie des forces productives, capitalistes ou non, collectives, locales, celles des sociétés.

Mais il y a aussi une troisième caractéristique de l'économie moderne… la subordination des connaissances et de la science à l'accumulation capitalistique, ce que certains sociologues appellent "la société de la connaissance". Ce sont sans aucun doute les domaines les plus puissants et les plus susceptibles de développer les forces productives de la société moderne.

Enfin, la quatrième caractéristique, chaque jour plus conflictuelle et risquée, c'est la véritable mise en coupe réglée du système intégral de la vie de la planète, c'est-à-dire des processus métaboliques qui existent entre les êtres humains et la Nature.

Ces quatre caractéristiques du capitalisme moderne redéfinissent la géopolitique du capital à l'échelle planétaire ; elles redéfinissent la composition des classes au sein des ● ● ●

sociétés ; elles redéfinissent la composition de classe et la composition des classes sociales dans le monde.

… On voit aussi apparaître dans les sociétés plus développées un nouveau type de prolétariat, un nouveau type de classe laborieuse : les cols blancs. Ce sont les professeurs, les chercheurs, les analystes… Ils ne se perçoivent pas comme classe laborieuse. Ils se perçoivent sûrement comme de petits entrepreneurs, mais, au fond, ils constituent une nouvelle composante sociale de la classe ouvrière de ce début du XXIe siècle.

Nous voyons également apparaître dans le monde… un prolétariat diffus. Soumises formellement à l'accumulation capitaliste, des sociétés et des nations (Amérique latine, Afrique, Asie), qui ne sont pas strictement capitalistes, apparaissent subordonnées et articulées autour de formes de prolétarisation diffuse… Nous sommes en présence non seulement d'un nouveau mode d'expansion de l'accumulation capitaliste, mais également d'une redistribution des classes et du prolétariat, ainsi que des classes non prolétaires dans le monde. Le monde est aujourd'hui plus conflictuel… [et] *davantage prolétarisé. Mais les formes de la prolétarisation sont différentes de celles du XIXe et du début du XXe siècles. Les formes d'organisation de ces prolétaires diffus, …en col blanc, ne prennent pas nécessairement la forme du syndicat, forme…qui a perdu sa place centrale dans certains pays. Et d'autres formes d'unification du populaire, du travailleur et de l'ouvrier font leur apparition.*

Que faire ?… Nous partageons les analyses sur ce qui ne va pas, …sur ce qui est en train de changer dans le monde ; et… les réponses que nous avions auparavant sont insuffisantes. Sinon, la droite ne gouvernerait pas en Europe…

*

Estimant que la gauche européenne «*ne peut se contenter d'un diagnostic et d'une dénonciation*», le vice-président bolivien a formulé cinq suggestions, car «*face à la voracité prédatrice et à la capacité destructrice du capitalisme moderne, la gauche européenne et la gauche mondiale doivent se présenter avec des propositions, des initiatives*».

D'abord, il nous *faut construire un nouveau "sentiment commun" …un ensemble de jugements et de préjugés,* [sur] *la façon dont les gens simples - le jeune étudiant, le professionnel, la vendeuse, le travailleur, l'ouvrier - perçoivent le monde… la conception de base du monde, celle qui ordonne notre vie quotidienne, la manière de définir ce qui est juste et injuste, ce qui est souhaitable et ce qui ne l'est pas, le possible et le probable…*

Deuxièmement, il nous faut récupérer le concept de démocratie… C'est notre étendard, celui de la justice, de l'égalité, de la participation. Mais… la démocratie c'est beaucoup plus que des institutions, que voter et élire un Parlement… Nous sommes prisonniers d'une conception libérale, fossilisée de la démocratie.… La démocratie est une pratique, c'est une action collective ; elle consiste en une participation croissante à l'administration des espaces communs de la société. Il y a démocratie si nous participons au bien commun. Si nous avons pour patrimoine l'eau, alors la démocratie est de participer à la gestion de l'eau… Si nous avons pour patrimoine les forêts, la terre, le savoir, alors la démocratie c'est de les gérer, de les administrer en commun… Il y a …démocratie vivante et non fossilisée si la population et la gauche participent à la gestion en commun des ressources communes, institutions, droits, richesses.…La démocratie devrait frapper aux portes des usines, … aux portes des banques, des entreprises, des institutions, des ressources, de tout ce qui est commun aux gens.… Sur la question de l'eau, comment avons-nous commencé en Bolivie ? Nous avons pris les choses à la racine : la survie, l'eau. Qui pollue l'eau, richesse commune ? Elle était en train d'être privatisée. Le peuple a livré une guerre et a récupéré l'eau pour les habitants. Ensuite,… autre guerre sociale, nous nous sommes lancés à l'assaut du gaz, du pétrole, des mines, des télécommunications… Cela a été le point de départ : une participation croissante des citoyens à la gestion des biens communs de toute société, de toute région.

Troisièmement, la gauche doit récupérer la revendication de l'universel, … récupérer des biens communs tels que les droits, le droit au travail, à la retraite, à l'éducation gratuite, à la santé, à un air sain, à la protection de la Terre-Mère, à la protection de la nature.

… Je lisais dans le journal qu'en Europe on utilisait des ressources publiques pour sauver des biens privés. C'est une aberration. On utilise l'argent des épargnants européens pour sauver les banques de la faillite. On utilise un bien commun pour sauver du privé. Le monde marche sur la tête ! Ce devrait être le contraire : utiliser des biens privés pour sauver et aider le bien commun. Les banques doivent être soumises à un processus de démocratisation et de socialisation de leur gestion. Faute de quoi, elles vont vous priver non seulement de votre travail, mais aussi de votre maison, de votre vie, de votre espérance, de tout. C'est quelque chose qu'il ne faut pas permettre.

…[La] *gauche doit revendiquer une nouvelle relation métabolique entre l'être humain et la nature. … Le président Evo Morales dit : «la Nature peut exister sans l'être humain, mais l'être humain ne peut pas exister sans la Nature».*

Il ne faut toutefois pas tomber dans la logique de l'économie verte qui est une forme hypocrite de l'écologie. Il y a des entreprises qui se présentent à vous, les Européens, comme protectrices de la nature et de la pureté de l'air. Mais ce sont les mêmes qui nous apportent en Amazonie, en Amérique ou en Asie tous les déchets qui sont produits ici ! Ces gens se présentent ici comme des défenseurs, des protecteurs, et là-bas ce sont des prédateurs ! Ils ont converti la nature en un marché de plus. Or la protection radicale de l'écologie ce n'est pas un nouveau marché, ni une nouvelle logique d'entreprise …

La richesse pour satisfaire les besoins requiert la transformation de la nature et, en transformant la nature, nous modifions son existence, nous modifions la biosphère. Mais en modifiant la biosphère, souvent de manière contre-productive, nous détruisons et l'être humain, et la

nature. Le capitalisme ne se soucie pas de cela, parce que pour lui c'est du commerce. Mais …cela nous concerne, cela concerne la gauche, l'humanité, l'histoire de l'humanité. Nous devons revendiquer une nouvelle logique des relations, qui soient, je ne dirai pas harmonieuses, mais métaboliques, réciproquement bénéfiques entre l'environnement et l'être humain, le travail, les besoins.

Enfin… nous devons revendiquer la dimension héroïque de la politique… Gramsci disait que, dans les sociétés modernes, la philosophie et un nouvel horizon de vie ont à se convertir en foi en la société. Cela signifie que nous avons besoin de reconstruire l'espérance, que la gauche doit être la structure organisationnelle, souple, de plus en plus unifiée, capable de réveiller l'espérance, de redonner un nouveau sentiment commun, une nouvelle foi. Non pas au sens religieux du terme, mais une nouvelle croyance largement répandue au nom de laquelle les gens puissent mettre en jeu leur temps, leurs efforts, leur espace, leur dévouement.

…Nous devons prendre le pouvoir d'État, nous devons nous battre pour l'État, sans jamais oublier que l'État est plus qu'une machine, c'est une relation. Plus que matière, c'est … essentiellement une idée, et un peu de matière. Il est matière en tant que relations sociales, en tant que forces, en tant que pressions, budgets, accords, réglementations, lois. Mais il est fondamentalement idée en tant que croyance en un ordre commun, un sens de la communauté. Au fond, la lutte pour l'État est un combat pour une nouvelle façon de nous unifier, pour un nouvel universel, pour un type d'universalisme qui unifie volontairement les personnes.

Mais cela suppose alors d'avoir préalablement gagné en matière de croyances, d'avoir vaincu les adversaires par la parole, par le sens commun,…vaincu les conceptions dominantes de droite dans le discours, dans la perception du monde, dans les perceptions morales que nous avons des choses. Tout cela exige un travail très ardu.

La politique …est fondamentalement persuasion, articulation, sens commun, croyance, vision partagée, jugements et préjugés partagés quant à l'ordre du monde. Et là, la gauche … a besoin de se développer dans les syndicats, qui sont le socle de la classe ouvrière et sa forme organique d'unification. Mais nous devons aussi être très attentifs, camarades, à d'autres formes nouvelles d'organisation de la société. La reconfiguration des classes sociales en Europe et dans le monde va donner lieu à différentes formes d'unification, plus souples, moins organiques, peut-être plus territoriales, moins liées au lieu de travail. Toutes sont nécessaires. L'unification par lieu de travail, l'unification territoriale, l'unification thématique, l'unification idéologique ... C'est un ensemble de formes souples, face auxquelles la gauche doit avoir la capacité d'articuler, d'unifier et de proposer, et d'aller de l'avant.

… Ne nous laissez pas seuls, nous les autres peuples qui luttons de manière isolée dans certains endroits… Nous avons besoin de vous, non pas d'une Europe qui observe de loin ce qui se passe dans les régions éloignées du monde, mais d'une Europe qui éclaire à nouveau le destin du continent et du monde.»

L'intégralité de la traduction de ce discours, par Marie-Rose Ardica, a été publiée par *America Latina en Movimiento*, et se trouve sur internet à l'adresse http://www.elcorreo.eu.org/Aux-Gauches-d-Europa-et-du-Monde-Transcription-du-discours-de-Alvaro-Garcia-Linera.

La dette dont on ne parle pas

Comment s'est développée la "civilisation" dont les pays occidentaux sont si fiers ?

— Au prix d'une dette accumulée pendant cinq siècles d'exploitation, d'accaparement et de colonisation. L'histoire de ce "développement " est un "scandale planétaire" que mettent en évidence les travaux d'Éric De Ruest et de Renaud Duterme, publiés par le réseau CADTM (voir leur adresse page 5) sous le titre *La dette cachée de l'économie*. Ce livre (200 pages, 10 euros), très facile à lire, va au fond des choses et s'appuie sur de nombreuses références. Jean Gadrey (à qui nous devons plusieurs articles toujours fort appréciés) en signe la préface, dans laquelle il rappelle que ce n'est que dans les années 1990 qu'a percé l'idée que les pays du Nord étaient redevables à ceux du Sud d'une dette écologique, en sens inverse de la dette financière. Ce concept a fait son chemin et aujourd'hui, des considéraions de justice environnementale mènent à estimer que «*lorsque des ressources essentielles, voire vitales, deviennent rares, l'égalité des droits d'accès et d'usage devrait constituer un objectif universel*».

Après avoir clairement défini ce qu'est la dette écologique, nos auteurs en retracent la "géohistoire". Ils notent qu'*Homo sapiens* a longtemps participé à des échanges, mais sans rompre les équilibres naturels, avant de rappeler les plus grandes catastrophes écologiques dont certains de ses descendants sont responsables. Ils décrivent «*le coût global de l'or noir*», les bateaux-poubelles, ils rappellent le cauchemar chimique que fut «*l'assassinat de masse*» vécu par la ville de Bhopal quand l'usine de pesticides de l'*Union Carbide*, pourtant avertie du danger, rejeta dans l'air 40 tonnes de poison. Ils achèvent l'inventaire des «*crimes de guerre économique*» par le scandale agro-alimentaire mondial piloté par la Bourse des matières premières, avant d'évoquer "l'opportunisme vert" et le rôle diabolique joué par la Banque mondiale…

Leur conclusion est sans appel quant à l'échec de la démocratie représentative car les «*politiciens privilégient une vision à court terme*», alors «*l'écologie passe souvent à la trappe au profit de la sauvegarde de l'emploi*».

M-L D

La civilisation occidentale, qui a engendré le capitalisme, peine à reconnaître que son empreinte sur la Terre atteint désormais une ampleur à l'échelle des bouleversements géologiques qu'a connus notre planète depuis sa formation. Elle se refuse en tout cas à en tirer toutes les conséquences. En même temps, comme s'ils voulaient exorciser la crainte d'un avenir qui leur échappe, certains imaginent une sorte de surhomme qui poursuivrait la fuite en avant, délivré de sa responsabilité d'aujourd'hui. ***GUY EVRARD*** *tente de faire apparaître le fil conducteur de cette fiction, pour la dénoncer, notamment à partir de deux ouvrages récents, l'un analysant l'anthropocène, l'autre interrogeant le post-humanisme.*

De l'*anthropocène* au post-humanisme

I. Le tournant de l'*anthropocène*

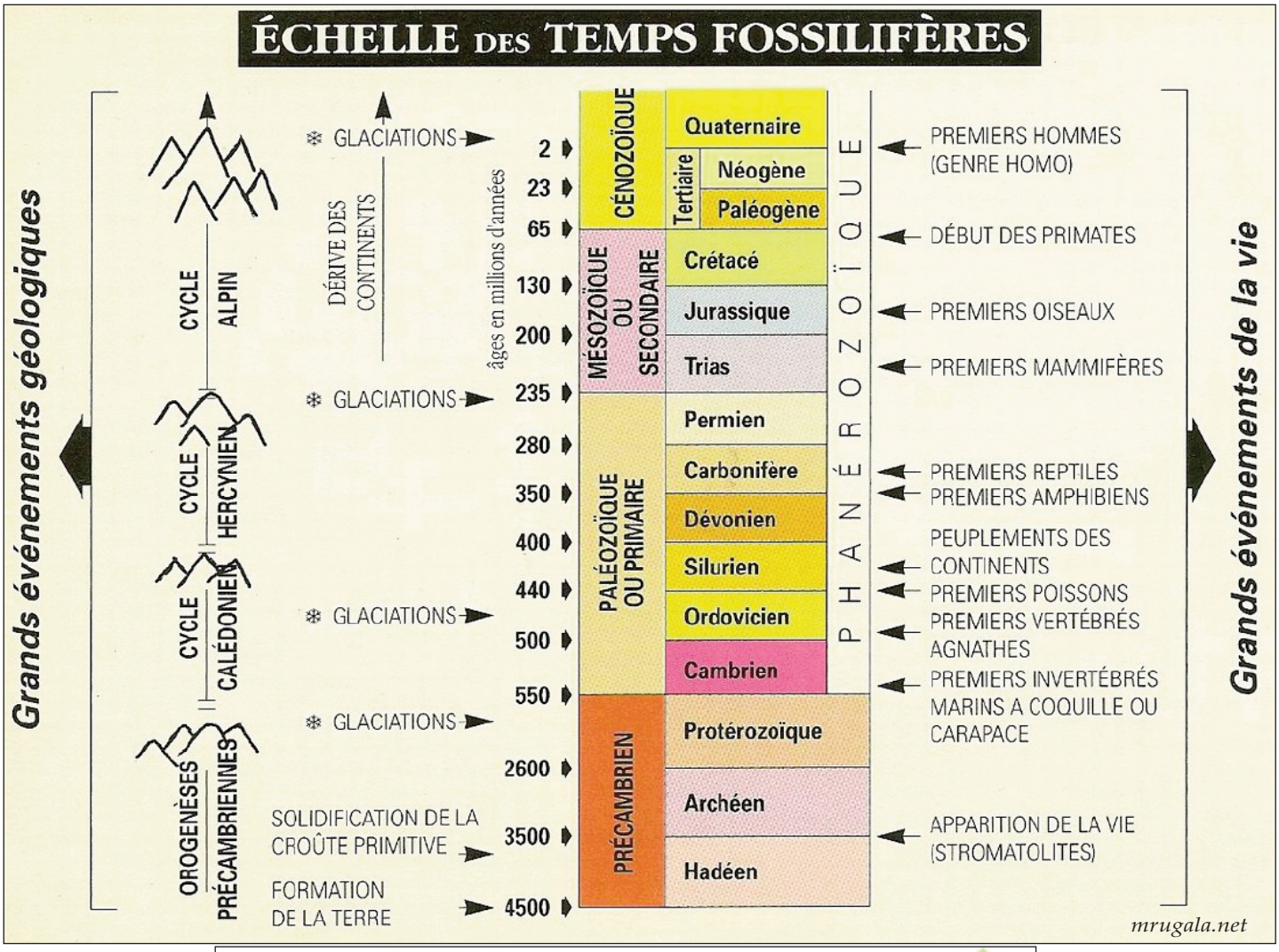
Depuis quelques années, mais de manière plus insistante au cours des derniers mois, de nombreux acteurs de la communauté scientifique nous invitent à partager leur engagement sur deux thèmes qui ont en commun de scruter le devenir de l'humanité. Des spécialistes des sciences de l'environnement nous apportent les preuves de notre entrée dans une nouvelle ère géologique, l'*anthropocène*, en même temps que Denis Papin et James Watt inventaient la machine à vapeur. Des chercheurs des biotechnologies tentent, eux, de nous convaincre que les prochaines mutations de l'homme ne seront plus uniquement tributaires du hasard, *«essentiel aux systèmes vivants»*[1], mais pourront résulter aussi d'évolutions technologiques volontaires. Les uns et les autres ouvrent des domaines d'intérêt pour la philosophie et les sciences humaines. Ils trouvent en même temps des relais médiatiques plus ou moins éclairés dans cette période de crise et de doute de nos sociétés occidentales, prisonnières de la logique capitaliste muée en néolibéralisme. Les acteurs des deux thèmes sont bien distincts, sinon en opposition. Pourtant, n'y a-t-il pas une certaine résonance entre leurs préoccupations ? Nous suspectons les seconds d'offrir un prolongement de la fuite en avant à ceux qui n'entendent pas assumer les conséquences de la situation dénoncée par les premiers. Des enjeux économiques et politiques sont en embuscade.

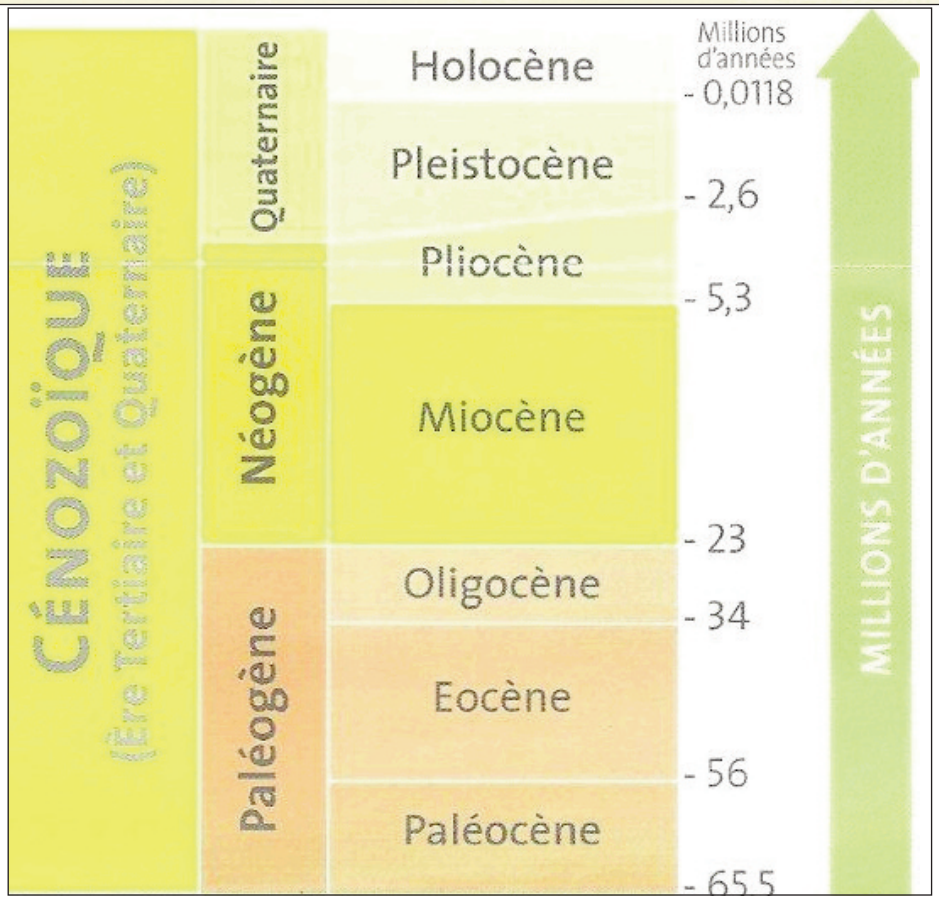
Sur l'échelle des temps

Puisque nous évoquons l'échelle des temps géologiques, il est utile avant tout de rappeler celle-ci à grands traits (voir les schémas ci-contre). En y situant l'humanité, nous prenons conscience de l'accélération de transformations sur notre planète dont l'homme est aujourd'hui le principal moteur. Plus loin, nous comprendrons que les générations actuelles ont des décisions majeures à prendre qui vont conditionner les formes de survie de cette humanité, notamment son organisation économique et sociale. Des décisions qui ne doivent plus confondre progrès scientifiques et fuite en avant, au risque de précipiter la fin de l'existence humaine. *«L'homme saura-t-il s'adapter à lui-même ?»*[2]. Un test en vraie grandeur de l'intelligence collective.

Nous reprenons ici des repères déjà mentionnés dans de précédents articles[3, 4], auxquels on pourra se reporter pour plus de détails et retrouver les références primaires. L'univers est né d'un *big-bang* il y a 13,7 milliards d'années. Le système solaire et la Terre se sont formés il y a 4,5 milliards d'années et seraient aujourd'hui à peu près à mi-existence. Les premières formes de vie sont apparues sur la Terre probablement il y a 3,8 milliards d'années mais, engagées dans la longue marche de l'évolution, c'est seulement à la période du cambrien, voici 540 millions d'années, que la biodiversité a véritablement explosé. Depuis, cinq extinctions massives ont été reconnues, dont la dernière entraîna celle des dinosaures, il y a 65 millions d'années. Une sixième extinction menace, à laquelle contribue activement l'homme moderne. Personne ne peut prédire l'extinction définitive de la vie sur Terre, mais elle précèdera de toute façon très largement la fin du système solaire. Un récent communiqué du CNRS[5] fait état d'un premier modèle climatique tridimensionnel reportant l'évaporation définitive des océans de plusieurs centaines de millions d'années, à l'horizon 1 milliard d'années, avant que la Terre se transforme en une nouvelle Vénus. Ce sursis ne doit évidemment pas davantage être confondu avec celui de l'humanité, encore bien jeune en regard de ces ordres de grandeur, mais dont l'aventure s'accélère et pourrait bien se jouer sur une échelle de temps infiniment plus courte.

La séparation des *hominines* d'avec le chimpanzé, l'espèce aujourd'hui la plus proche de l'homme, intervient il y a "seulement" entre 9 et 6 millions d'années, en Afrique tropicale. Le genre *homo* apparaît il y a 3 à 2,5 millions d'années, également en Afrique tropicale. Il se répand en Afrique et en Eurasie via le Sinaï. Il y a 2 millions d'années, une humanité ancienne, *homo habilis* devenu progressivement *homo erectus*, peuple ainsi l'Afrique, l'Asie et l'Europe, jusqu'à une certaine latitude. La Terre entre alors dans une série de cycles froids et tempérés qui durent encore aujourd'hui. L'isolement des populations par les glaces en Europe commence à produire la dérive génétique néandertalienne, il y a





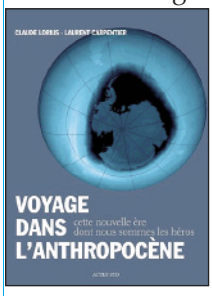
Aux sources de la Terre, exposition au jardin des plantes à Paris, du 30 avril au 30 novembre 2008.

plusieurs centaines de milliers d'années. L'insularité conduira aussi à des dérives génétiques à Java et à Florès, en Asie. La maîtrise du feu semble incontestable en Europe il y a 450.000 ans, mais sa conquête a peut-être débuté nettement plus tôt (la distinction avec des feux d'origine naturelle étant souvent difficile). *Homo sapiens* apparaît il y a 200.000 ans, en Afrique pour la majorité des chercheurs, avant de se répandre à nouveau vers l'Eurasie en suivant le chemin précédent d'*homo habilis*. Pour Yves Coppens et quelques autres, *homo erectus* se *sapientise* là où il est. Quoi qu'il en soit, *homo sapiens* (Cro-Magnon en Europe) cohabite avec l'homme de Neandertal, qui a reflué jusqu'au Moyen-Orient, et aussi avec l'homme de Java et l'homme de Florès. Mais, après une coexistence qui dura entre quelques centaines et quelques dizaines de milliers d'années, les plus anciens s'éteignent au profit de *sapiens*, il y a moins de 30.000 ans, comme chaque fois que deux espèces proches partagent la même niche écologique. Il y a 1.000 ans, l'homme moderne achevait de découvrir le monde. En 2013, il s'est vendu plus de 1 milliard de prothèses *Smartphone* parmi 7,2 milliards de Terriens.

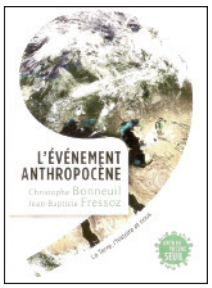
La reconnaissance de l'*anthropocène*

Jusqu'ici, l'ère quaternaire est divisée en deux époques : le pléistocène, qui débute il y a 2,6 millions d'années avec l'émergence du genre *homo*, voit l'apparition d'*homo sapiens* (-200.000 ans), et couvre toute la période du paléolithique ; puis l'holocène, qui débute il y a 11.500 ans, à la fin de la dernière glaciation, avec la révolution du néolithique, lorsque les chasseurs-cueilleurs commencent à se sédentariser et inventent l'agriculture dans le Croissant fertile, au Proche-Orient. Dans cette région du monde, le néolithique prendra fin il y a un peu plus de 5.000 ans, avec l'invention de l'écriture cunéiforme par les Sumériens (Mésopotamie), peu avant les hiéroglyphes égyptiens. L'homme marque la Terre de son empreinte tout au long de l'holocène, même si, selon Jared Diamond[6], en aucun cas *«l'effondrement»* de sociétés humaines dans le passé *«ne serait attribuable qu'aux seuls dommages écologiques»*. Catherine Larrère[7] rappelait récemment une définition que donnait le célèbre forestier environnementaliste américain Aldo Leopold[8], dans la première moitié du 20ème siècle : *«Un écologiste est quelqu'un qui a conscience, humblement, qu'à chaque coup de cognée, il inscrit son empreinte sur la terre»*. Cette empreinte est devenue telle, depuis la révolution industrielle, liée à l'invention de la machine à vapeur (le brevet de James Watt date de 1784), que la question est désormais posée de la reconnaissance d'une nouvelle époque, l'*anthropocène*.

La stratigraphie statuera, dans les prochaines années, sur le concept de cette nouvelle ère géologique, suggérée par Paul Crutzen[9] (prix Nobel de chimie 1995) au début des années 2000. Le temps d'une évaluation incontestable des ruptures stratigraphiques dans la roche liées aux activités humaines : celles dues à l'augmentation de la teneur en CO2 et plus généralement à l'évolution de la composition de l'atmosphère, que l'on mesure dans les carottes de glace de l'Antarctique ; les traces fossiles des transformations de la faune et de la flore laissées dans les sédiments ; ainsi que les substances nouvelles larguées dans les écosystèmes avec le développement de la chimie depuis 150 ans.



Le climatologue Claude Lorius[10] racontait en 2011, dans *Voyage dans l'anthropocène*, comment il a pu découvrir et lire, au cours de sa vie de chercheur, le climat passé de la Terre dans les carottages de glace de l'Antarctique : l'histoire d'une prise de conscience. Dans leur ouvrage paru fin 2013, *L'évènement anthropocène*, entre science et histoire, Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz[11] *«dressent l'inventaire écologique d'un modèle de développement devenu insoutenable»*. Nous verrons, dans un second article, quels éclairages nous apportent les deux historiens sur la réalité d'un phénomène qui ne devrait plus guère être contesté, mais que rien ne semble devoir arrêter pacifiquement.



Une nouvelle vision du monde

Le mot *anthropocène* n'existe pas encore dans le dictionnaire. Littéralement, on peut le traduire par *la nouvelle période des humains* ou *l'âge de l'homme* et, s'il est un jour admis comme désignant une nouvelle période géologique, il signifiera que l'action de l'espèce humaine est reconnue comme une véritable force géophysique agissant sur la planète. D'ores et déjà, philosophes et humanistes se saisissent du concept pour réviser l'ambition des Lumières, *«l'homme maître de la nature»*, cette vision du monde qui séparait nature et culture, et donc l'histoire humaine de celle de la Terre et des autres formes de vie. Bruno Latour[12] clame ainsi en 2013 : *«l'anthropocène est le concept philosophique, religieux, anthropologique et politique le plus décisif jamais produit comme alternative aux idées de modernité»*. Ce que Catherine Larrère[13] explicite : *«L'idée que le progrès technique consiste à s'arracher à l'en-*

vironnement naturel, à le dominer et à en supprimer l'unité et les contraintes a fait son temps». Elle ajoute : *«C'est là la grande leçon philosophique du changement climatique : jusqu'alors, et depuis la période moderne, nous avons construit notre compréhension du monde en séparant sciences de la nature et sciences de l'homme. À présent, nous faisons face à des phénomènes naturels qui sont en même temps des phénomènes humains, et réciproquement».*

Il faut cependant se rappeler que ce tournant de la pensée a commencé longtemps avant l'énoncé du concept. Philippe Descola[14], en introduction de sa leçon inaugurale (en 2001) à la chaire d'*Anthropologie de la nature* du Collège de France (une chaire qu'il occupe toujours), évoquait Alexandre Humboldt, grand "découvreur" des peuples amérindiens au tout début du 19ème siècle, en ces termes : *«Il eut l'intuition, en somme, que l'histoire naturelle de l'homme était inséparable de l'histoire humaine de la nature».* P. Descola relate aujourd'hui ses propres observations des cosmologies amérindiennes d'Amazonie qui traitent à égalité humains et non-humains, chez des peuples qui ignorent la dualité nature/société : *«pour les Amérindiens, les non-humains (animaux, plantes) sont au cœur de la vie sociale»*[15]. Catherine et Raphaël Larrère[16] analysaient en 1997 que géocentrisme et anthropocentrisme ne sont plus de mise en regard de la nature : *«Le bon usage d'aujourd'hui doit être éco-centré. Nous avons besoin d'une vision objective de la nature, informée par la science. En rejetant le géocentrisme, la modernité, du point de vue de la connaissance, s'est décentrée : l'univers n'a plus de centre, la Terre est une planète parmi d'autres, où l'homme n'occupe pas une place centrale. Nous devons accommoder notre situation éthique à ce premier décentrement théorique. Nous devons enfin tirer les conséquences de ce que l'homme n'a pas été fait à l'image de Dieu, mais a évolué dans une interaction avec toutes les autres espèces auxquelles il est apparenté».* Ils rappelaient aussi ce qu'exprimait plus tôt Aldo Leopold sur le terrain : *«L'homme fait partie de communautés biotiques. Non seulement il en dépend, branché qu'il est sur des chaînes trophiques, mais il leur imprime sa marque, car, s'il est inscrit dans la nature, l'homme y est nécessairement actif»*[17].

Reconnaître l'anthropocène pourrait-il laisser entendre que l'aliénation de l'homme, se rappelant ses racines dans la nature, ne serait plus aujourd'hui d'abord de nature sociale ? Yves Coppens[18] mettait encore en compétition, lors de sa leçon de clôture au Collège de France en 2005, l'évolution naturelle et l'évolution culturelle. Parlant de l'évolution de l'outil chez le genre *homo sapiens* : *«La culture naît un beau jour alors que son auteur est encore très inféodé au monde naturel dont il est issu. Son évolution biologique se poursuit ainsi longtemps sur sa lancée, emportant avec elle ses cultures qui évoluent, certes, mais de manière discrète et décalée ; la nature va alors plus vite que la culture. Mais la culture est insidieuse, elle progresse dans l'ombre, atteint la même vitesse que la nature et la dépasse. Dans le cas précis, qui ne peut bien sûr être pour le moment généralisé, c'est aux alentours de 100.000 années que se situe ce point d'inversion des vitesses. Cette démonstration de l'incroyable croissance de la culture est évidemment celle de l'accroissement de nos connaissances et, par suite, celle du développement de notre liberté».* Ainsi, pour Yves Coppens, l'aliénation des hommes était d'abord dans leur soumission à la nature et leur liberté naîtra de la culture. C'est peut-être au fond ce que suggérait avec force le philosophe Jean-Michel Besnier[19] lorsqu'il écrivait, dans un article consacré aux Lumières, en 2006 : *«l'horreur suscitée par la volonté humaine quand elle prétend faire l'histoire, traduit un attachement résolument antimoderne au destin, une aveugle soumission à l'ordre des choses. C'est pourquoi la tentation de reconstituer un rapport de proximité, sinon de fusion, avec la nature n'est jamais anodine et toujours contraire à la dynamique appelée par le progrès».* Un point de vue abrupt que nous récusions dans un précédent article de la *GR*[20].

On voit là s'ouvrir une controverse autour de la reconnaissance de l'anthropocène qu'anticipaient Catherine et Raphaël Larrère[21], lorsqu'ils nous rappelaient *"l'appel de Heidelberg"*, réunissant de prestigieuses signatures scientifiques et lancé parallèlement au sommet de Rio, en 1992 : *«Nous exprimons la volonté de contribuer pleinement à la préservation de notre héritage commun, la Terre. Toutefois, nous nous inquiétons d'assister, à l'aube du 21ème siècle, à l'émergence d'une idéologie irrationnelle qui s'oppose au progrès scientifique et industriel et nuit au développement économique et social ».* Mais C. et R. Larrère témoignaient que *«d'autres scientifiques leur* répliquèrent *que les Lumières avaient changé de camp. Les sciences sûres d'elles sont devenues conservatrices et s'opposent aux progrès des connaissances. Ce sont justement les développements les plus récents des savoirs, non des frayeurs irrationnelles ou des fantasmes collectifs, qui ont contribué à la prise de conscience des menaces sur l'environnement».* Nous avions également déjà cité ces propos dans la GR[22].

L'analyse de Catherine Larrère[23], prenant appui sur ce qu'André Gorz appela *"l'écologie politique"*, qui devait *«instaurer de nouveaux rapports des hommes à la collectivité, à leur environnement, à la nature»*, révèle que l'*anthropocène* constitue bien un tournant qui reste à négocier : *«De Leopold à Gorz, le rapport entre le naturel et le social s'inverse. Pour Leopold, la nature vient en premier : "en transformant nos rapports à la nature, nous pouvons espérer améliorer nos rapports sociaux". Pour Gorz, la société est nommée d'abord, la nature relève des conséquences : "en transformant nos rapports sociaux, nous pouvons espérer être mieux en accord avec la nature". Cela ne va pas de soi, ni dans un sens, ni dans un autre».*

Nous essaierons de décrypter, à la lecture de l'ouvrage de Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, quels faits plaident dans un sens ou dans l'autre.

Guy EVRARD

(références documentaires page 15)

Sommes-nous esclaves de l'argent ?

Le propos du livre *Le Moloch maître du monde : l'argent*[1], qui vient de paraître, est d'expliquer avec des mots simples comment le système capitaliste et la loi du marché, en érigeant l'argent en maître, conduisent à la destruction de la société. La forme romancée adoptée par l'auteur lui permet d'alterner, de manière très fluide, citations d'économistes et d'hommes politiques de renom et explications détaillées de certains mécanismes.

À travers la mésaventure de l'un des personnages principaux, on comprend enfin comment les actionnaires minoritaires peuvent perdre leurs économies alors qu'en même temps les plus gros actionnaires perçoivent des profits considérables. Rappelez-vous, à la fin des années quatre-vingt-dix, la souscription d'actions cotées en Bourse était présentée comme un placement de père de famille et rien n'était négligé pour faire miroiter des revenus significatifs aux petits épargnants, afin de les inciter à investir. Hélas, la réalité fut bien différente car «*la croissance et la Bourse se nourrissent du mensonge, de la destruction, du malheur et de la mort, et tout cela fait le bonheur des riches*». Nombre d'entre eux ont beaucoup perdu, mais il y a fort à parier que ces petits actionnaires, ceux d'Eurotunnel, de Vivendi, d'Alstom, d'EuroDisney et d'autres, ne se seraient pas laissé berner aussi facilement s'ils avaient lu ce livre.

Au-delà de tel ou tel mécanisme particulier, des considérations plus générales et les nombreuses citations éloquentes contribuent à identifier les sources du problème et à mettre en lumière leurs conséquences. L'une des principales causes est la création de la monnaie par les banques, monnaie qu'un prix Nobel d'économie assimile à celle créée par les faux-monnayeurs. Ce processus de création place les nations sous le contrôle des banques, comme le reconnaissait un ancien président des États-Unis, et est à l'origine des dettes publiques. Ainsi, après avoir abandonné ses prérogatives, «*l'instance politique est finalement otage des gangsters de l'oligarchie financière*», quand elle n'est pas carrément véreuse et inféodée aux lobbies qui peuvent aller jusqu'à rédiger certains amendements de lois.

Pour l'auteur, un sociétaire de la Nef qui écrit sous un pseudonyme, «*l'histoire des crises montre que les marchés ne se régulent pas eux-mêmes*». Selon un eurodéputé, «*beaucoup de traders comparent leur métier au trafic de drogue* [et] *assurent que si personne n'empêche leurs activités les plus nocives, ils n'arrêteront jamais car elles sont très lucratives*». Cette image est d'ailleurs également développée, au propre comme au figuré, dans *Le loup de Wall Street*, film de Martin Scorsese, récemment sorti.

Loin de céder au défaitisme, Adam Ray Kerbur, pour appeler ainsi l'auteur, veut voir la crise qui perdure comme «*le pénible processus de l'accouchement douloureux d'une nouvelle société mondialisée où l'argent serait progressivement remis à sa place de monnaie d'échange*», d'une société qui cherche «*à se construire un avenir durable autour de valeurs humanistes et démocratiques*». Il donne quelques pistes qui, selon lui, permettraient de «*réinventer un autre monde, un monde qui place l'humain au cœur d'une économie qui fonctionne pour le servir et non pour l'asservir : séparer les banques de dépôt et d'affaires, interdire les outils spéculatifs* […], *instaurer contrôle et régulation financière à l'échelle mondiale, éradiquer les paradis fiscaux ...*» et aussi «*encourager des initiatives comme celles de la N.E.F.*».

S'il ne connaît pas, du moins pas encore, *La Grande Relève* et l'économie distributive, la question cruciale de la création monétaire et de la nécessité de libérer l'argent de sa portée spéculative pour lui rendre sa fonction d'échange ne lui ont pas échappé. Les distributistes trouveront donc dans ce livre une approche qui leur est utile lorsqu'ils entreprennent de convaincre leur entourage qu'un vrai changement de paradigme est impératif.

Caroline ECKERT

1. *par Adam Ray Kerbur. Édité par une petite maison d'édition, la Société des Écrivains, cet ouvrage n'est pas disponible dans toutes les librairies, mais toutes peuvent le facilement le commander.*

Merci à tous nos abonnés de nous éviter des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom, collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons en rouge, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel. Sans réponse à cette lettre, nous espérons encore quelque temps avant de résilier, à contre-cœur, l'abonnement !

SOUSCRIPTION PERMANENTE ***POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE***

E. Barreau 20 - A. Bouchard 27 - R. Cerison 17 – Mme G. Frete 54 – J-P Gagey 24 – Mme Y. Gremion 27 – J. Iltis 7 – R. Jacobs 27 – Mme N. Lescure 37 – A. Morlot 17 – Mme E. Pessel 7- P. Petitgas 27 – Mme S. Rabatel 30 – R. Saillard 27 – J. Simonnet 17 – L. Verdelhan 7 – B. Vignon 27. Total 416 euros. ***Merci à tous !***

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner. C'est soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

suite de la page 13 :

références de l'article de Guy Evrard :

1. Alain Pavé, *La nécessité du hasard*, éd. EDP Sciences, 2007.
2. Gilles Bœuf, *La biodiversité, de l'océan et la forêt, à la cité*, leçon inaugurale du cours *Biodiversité, ses croisement avec l'humanité*, au Collège de France, chaire Développement durable, environnement, énergie et société, le 19 déc. 2013.
3. Guy Evrard, *Quel(s) équilibre(s) démographique(s) sur notre planète ?* I. *GR* 1097, pp. 12-14.
4. Guy Evrard, *Un humaniste chez les pithécanthropes*, *GR* 1136, nov. 2012, pp. 5-11.
5. *Quand la Terre perdra-t-elle ses océans ?* Communiqué de presse du CNRS le 11 déc. 2013. Revue *Nature* le 12 déc. 2013. Dernières nouvelles de l'INSU n°209, déc. 2013. http://www.insu.cnrs.fr/node/4649?utm_source=DNI&utm_medium=email&utm_campaign=DNI
6. Jared Diamond, *Effondrement* (Collapse, 2005), éd. Gallimard, folio essais, 2006.
7. Catherine Larrère
- *Qu'est-ce qu'être écologiste ?*, rencontre Reporterre, 19 /12/2013.http://www.reporterre.net/spip.php?article5175
- *Qu'est-ce qu'un écologiste ?*, Fondation de l'écologie politique, le 28 jan. 2014. http://www.fondationecolo.org/blog/Qu-est-ce-qu-un-ecologiste
8. Aldo Leopold, *Almanach d'un Comté des sables* (Sand country almanac, 1949), éd. Aubier, 1995.
9. Paul Crutzen, dans (11), p. 18.
10. Claude Lorius et Laurent Carpentier, *Voyage dans l'anthropocène*, éd. Actes Sud, Sciences humaines, 2011.
11. Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'évènement anthropocène*, éd. Seuil, oct. 2013.
12. Bruno Latour, dans 11, p. 36.
13. Catherine Larrère : *«Il faut sortir de l'idée du combat et apprendre à coopérer avec la nature»*, *l'Humanité*, 17 juil. 2013. Et dans *Penser un monde nouveau*, éd. l'Humanité, déc. 2013, pp. 32-35.
14. Philippe Descola, *Anthropologie de la nature*, leçon inaugurale au Collège de France le 29 mars 2001. http://books.openedition.org/cdf/1330
15. Philippe Descola, *Mondes réels et mondes possibles*, les Fondamentales du CNRS, Paris, la Sorbonne, le 15 nov. 2013.
16. Catherine et Raphaël Larrère, *Du bon usage de la nature*, éd. Aubier, 1997 et éd. Flammarion, Champs essais, 2009, p. 19.
17. Idem 16, p. 274.
18. Yves Coppens, *Histoire de l'homme et changements climatiques*, leçon de clôture au Collège de France le 21 juin 2005, éd. Fayard, 2006, pp. 77-78.
19. Jean-Michel Besnier, *Arrête-t-on le progrès ?*, *Télérama* hors-série, Les lumières, des idées pour demain, mars 2006, pp. 51-53.
20. Guy Evrard, *Jean-Jacques Rousseau à la grande relève*, *GR* 1134, août-septembre 2012, pp. 8-13.
21. C. et R. Larrère, idem 16, pp. 7-8.
22. Guy Evrard, *Changement climatique : de la controverse au débat démocratique*, *GR* 1118, p. 7-10.
23. C. Larrère, dans 7, *Qu'est-ce qu'un écologiste ?*

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . .23 euros.
(soutien : + 14 *euros par an, par exemplaire en plus, chaque mois)*
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Régime international, *suivant les zones redéfinies par la Poste le premier janvier 2014 :*
Zone 1 (Bénélux, Espagne,R-U, Suisse, ...) . . . . .29,01 euros.
Zone 2 (autres pays européens) . . . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis,...) . . . . . .29,81 euros.
Zone 4 (Afrique, Amérique du Sud,...) . . . . . .30,38 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐ .....

JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS :
.....
.....
.....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable.

Il faut pour celà que la monnaie actuelle soit remplacée par une monnaie qui ne circule pas, afin qu'on ne puisse plus la "placer" pour "rapporter".

Cette monnaie "distributive", émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix.

Créées et détruites au même rythme, masse monétaire et production sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent. L'intensité de ces flux est définie par les citoyens en décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, de ce qui sera produit et dans quelles conditions, et de l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus), et pour verser à chacun un revenu garanti qui lui permette de vivre libre.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier, et la démocratie peut devenir réalité.

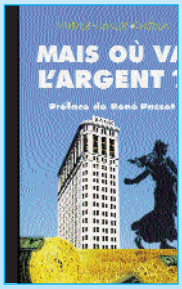
LECTURES POUR APPROFONDIR :

- ***JACQUES DUBOIN***
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

- ***ET SI ON CHANGEAIT ?***
  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3,8 euros).

- ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***
  Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

- ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***
  l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer. (édition du Sextant, 240 pages,13 euros)



- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- *Épuisés sur papier, des textes sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple:*
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**
  le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

Tous les prix indiqués sont franco de port.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)